Petro Porochenko



Né le 26 septembre 1965 à Bolhrad, est un homme d'affaires et homme d'État ukrainien, président du pays du 7 juin 2014 au 20 mai 2019. Il est issu d'une famille russophone. Son père, Oleksi Porochenko, est un ingénieur et fonctionnaire qui a géré plusieurs usines à l'époque soviétique2. Sa mère, Eugenia Sergeevna, est comptable.

Il obtient en 1989 un diplôme d'économie à la faculté de relations internationales et de droit de l'université nationale de Kiev. **À l'université, il se lie d'amitié avec *Mikheil Saakachvili,* futur président de la Géorgie qu'il nommera en 2015 gouverneur de l'oblast d'Odessa avant de le contraindre à l'exil.**

De 1989 à 1992, il est employé comme assistant au département des relations économiques internationales de l'université nationale de Kiev. Il travaille en parallèle au sein du cabinet de conseil spécialisé en droit des contrats internationaux qu'il a fondé pendant ses études. Dans le même temps, il est directeur adjoint de l'Union des petites entreprises et des entrepreneurs de la République et **directeur général d'Exchange House Ukraine**.

Avec son père et plusieurs autres hommes d'affaires, il crée en 1993 la société UkrPromInvest, spécialisée dans la confiserie et l'automobile (notamment les autobus). Petro Porochenko est directeur général de la société de sa fondation à 1998, année où il cède ce poste à son père en raison de son entrée au Parlement ukrainien. Il construit sa fortune en profitant de la pénurie de cacao dans les pays d'ex-URSS, où il exporte massivement.

Entre 1996 et 1998, lors de la vague de privatisations, il rachète plusieurs entreprises d'État de confiserie, qu'il fusionne dans le groupe Roshen, ce qui en fait le plus grand producteur de confiseries d'Ukraine. Bien que n'étant pas la plus importante de ses entreprises, l'usine de confiserie de Lipetsk, en Russie, attire l'attention des médias. Ses succès dans l'industrie du chocolat lui valent le surnom de « roi du chocolat ». Il se diversifie dans d'autres secteurs d'activité en détenant plusieurs sites de production d'automobiles et d'autobus, le chantier naval Leninska Kuznya (en), la chaîne de télévision 5 Kanal ou le magazine *Korrespondent*.

Selon le magazine Forbes, sa fortune s'élève en 2014 à 1,3 milliard de dollars, ce qui en fait un des hommes les plus riches d'Ukraine.

Avec ***Silvio Berlusconi*** et ***Christophe Blocher*** par le passé, il est le seul dirigeant européen à posséder un tel empire financier. Pendant sa présidence, il ne tient pas sa promesse de vendre le groupe Roshen et dissimule ses activités en ayant recours à des montages opaques. Il perd alors son statut de milliardaire.

En 2022, sa fortune est estimée à 1,6 milliard de dollars.

En 1998, Petro Porochenko est élu député au Parlement (Rada) dans la 12e circonscription (Vinnytsia), devançant de 58 voix l'homme d'affaires ***Volodymyr Skomarovskyi***.

En 2000, Petro Porochenko soutient le Premier ministre pro-occidental ***Viktor Iouchtchenko.*** **Petro Porochenko est réélu au Parlement. De 2002 à 2005, il préside la commission parlementaire du budget, où il est accusé d'avoir fait perdre 47 millions d'hryvnias à l'État. Ses activités professionnelles font en outre l'objet de poursuites par les services fiscaux.**

Porochenko est l'une des principales personnalités finançant le Bloc Notre Ukraine et la Révolution orange, pendant laquelle il se montre particulièrement actif sans toutefois chercher à attirer l'attention médiatique. Dans le cadre de l'élection présidentielle de 2004, il est directeur de campagne de ***Viktor Iouchtchenko***, auprès duquel il contrecarre l'influence de ses conseillers nationalistes. Il fait alors partie du premier cercle de **Iouchtchenko,** qui est le parrain de ses filles jumelles.

Il est nommé secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense d'Ukraine en 2005. Son influence est particulièrement importante, ce qui suscite des tensions avec la Première ministre Ioulia Tymochenko. **En septembre 2005, il est accusé de corruption pour avoir voulu défendre les intérêts du milliardaire Viktor Pintchouk, qui devait bénéficier de la privatisation de la société d'État Nikopol Ferralloy en l'achetant à 80 millions de dollars, alors que des experts indépendants l'estimaient à un milliard.** En réponse à ces accusations, le président ***Iouchtchenko*** lui retire son poste et change de gouvernement. L'affaire n'aboutira jamais ; le procureur général du pays, Sviatoslav Piskun, affirme par la suite avoir été limogé pour ne pas avoir poursuivi Ioulia Tymochenko et pour avoir maintenu les poursuites à l'encontre de Petro Porochenko.

En 2006, Durant la législature, Petro Porochenko préside la commission des finances et des banques.

Le 9 octobre 2009, sur proposition du président ***Iouchtchenko,*** il est nommé ministre des Affaires étrangères. Le 12 octobre, ***Iouchtchenko*** le réintègre dans le Conseil national de sécurité et de défense. Au Gouvernement, Petro Porochenko soutient la candidature de l'Ukraine à l'OTAN, tout en précisant que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'est pas un but en soi. Le second gouvernement Tymochenko chute le 11 mars 2010, à la suite de l'élection à la présidence de ***Viktor Ianoukovytch***.

Le nouveau président, à tendance pro-russe, déclare néanmoins vouloir coopérer avec Petro Porochenko à l'avenir. En mars 2012, Porochenko est nommé ministre du Commerce et du Développement économique. Il détient ce portefeuille pendant neuf mois. Sans toutefois y adhérer, il se rapproche alors du Parti des régions au pouvoir. **Face aux critiques de pro-occidentaux, il déclare avoir accepté d'avoir intégré le gouvernement afin d'œuvrer à l'intégration de l'Ukraine à l'Union européenne et de permettre la libération de Ioulia Tymochenko, emprisonnée pour abus de pouvoir.**

Il quitte le gouvernement en décembre 2012. Au Parlement, il siège en tant qu'indépendant. Il fait part de son intention de briguer la mairie de Kiev.

En raison de son absence d'activité électorale, Solidarité n'est plus enregistré comme parti politique en 2013, ce qui conduit **Petro Porochenko à prendre la tête de l'Alliance nationale pour la liberté et le patriotisme ukrainien « Offensive » (NASTUP), qu'il renomme l'année suivante Union panukrainienne « Solidarité » (BOS).**

À la fin de l'année 2013, **le refus du président *Viktor Ianoukovytch* de signer l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne provoque les manifestations de Maïdan et sa destitution en février 2014.** Les entreprises de ***Petro Porochenko***, notamment **Roshen**, étaient tout particulièrement affectées par les pressions commerciales russes visant à faire échouer les négociations entre l'Ukraine et l'Union européenne. Pendant la révolte, Petro Porochenko refuse de participer formellement aux discussions menées entre l'opposition et Viktor Ianoukovytch. Il décline ensuite la proposition de rejoindre le nouveau gouvernement, conduit par ***Arseni Iatseniouk.***

Il se porte candidat à l'élection présidentielle anticipée du 25 mai 2014. Lors de la campagne, il reçoit le soutien de l'UDAR de Vitali Klitschko, ainsi que l'appui des États-Unis et de l'Union européenne.

Il est finalement élu avec 54,7 % des suffrages au premier tour. Seuls 18 millions d'électeurs prennent part au scrutin (25 millions en 2010), le scrutin n'ayant pu se tenir dans une partie de l'Est de l'Ukraine, notamment en Crimée et dans les régions de Donetsk et de Lougansk.

Il prête serment en tant que président de l'Ukraine le 7 juin 2014.

Petro Porochenko Mettra en vente certains de ces actifs par le biais de la compagnie Rothschild, en Juin 2014.

En arrivant à la présidence, Petro Porochenko interdit toute coopération militaire avec la Russie et s'oppose à tout rétablissement des liens diplomatiques avec la Russie sans retour de la Crimée dans le giron de l'Ukraine. Il appelle la Russie à stopper la fourniture d'armes aux

séparatistes pro-russes. **Avec le soutien des États-Unis**, **il fait passer le budget du secteur de la défense et de la sécurité de 1 % du PIB en 2014 à 5 % en 2018.**

Après avoir appelé à un compromis dans le cadre duquel seraient défendus les intérêts des russophones dans l'Est de l'Ukraine, **il signe le 5 septembre 2014 le protocole de Minsk**, avec les représentants de la Russie, de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk. Mais cet accord se révèle insuffisant pour stopper le conflit, qui fait plus de 10 000 morts entre 2014 et 2018 et conduit à d'importants déplacements de population.

En septembre 2018, au début de la campagne présidentielle et en pleine polémique sur la **sécession de l'Église ukrainienne, Petro Porochenko propose le non-renouvellement du traité d'amitié entre l'Ukraine et la Russie.** Il instaure la loi martiale entre novembre et décembre 2018, une première dans l'histoire de l'Ukraine, à la suite d'un incident armé entre des navires ukrainiens et la Russie dans le détroit de Kertch ; il est toutefois contraint par le Parlement de faire passer la mesure de deux à un mois et de la circonscrire à des régions frontalières et côtières des mers Noire et d'Azov.

Afin de s'assurer l'aide financière du Fonds monétaire international (FMI), Petro Porochenko prend l'engagement de réformer le système fiscal et social ainsi que la lutte anticorruption. Il conduit une politique d'austérité économique, augmentant significativement le prix du gaz — précédemment subventionné par l'État et donc source de corruption — et de plusieurs produits alimentaires. Le gouvernement procède à des privatisations et réforme également le système de retraites.

Le FMI critique à plusieurs reprises la lenteur de la mise en place des réformes structurelles et de la réduction de la corruption. Dans un rapport publié en 2017, le FMI indique que la corruption est la principale raison pour laquelle l'économie de la Pologne voisine est trois fois plus importante que celle de l'Ukraine alors que leurs productions nationales étaient similaires après la chute du communisme. Après une période de flottement due à la révolution, les oligarques réaffirment leur emprise sur la gouvernance et l'économie du pays. Le pays souffre également de problèmes démographiques, notamment avec l'émigration de sa population.

En février 2018, après quatre années de conflit entre la Russie et l'Ukraine sur la question de l'énergie, la Cour d'arbitrage de Stockholm condamne la société russe Gazprom à verser 2,6 milliards de dollars à la société ukrainienne Naftogaz pour ne pas avoir livré à l'Ukraine les volumes de gaz prévus pour le transit vers l'Union européenne. Dans le même temps, la Russie et l'Allemagne poursuivent la construction du gazoduc Nord Stream 2, qui pourrait permettre à la Russie de se passer de l'Ukraine pour délivrer son gaz à l'Europe alors que ce transit pèse pour 2 % du PIB ukrainien.

Le 15 mai 2015, il promulgue plusieurs lois mémorielles prévoyant notamment le retrait en six mois de tous les monuments communistes ainsi que l'obligation de renommer toute rue ou tout espace public faisant référence au communisme, et punissent la promotion des idées communistes.

Elles prévoient également la reconnaissance du pays pour toute personne s'étant battue pour l'indépendance de l'Ukraine durant le XXe siècle, ce qui inclut l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), **qui prirent**

part à l'extermination des Juifs en Ukraine et massacrèrent des dizaines de milliers de Polonais pendant la Seconde Guerre mondiale.

Alors que la religion a gagné en influence parmi les Ukrainiens en pleine guerre du Donbass, il œuvre en 2018 pour la reconnaissance de l'Église orthodoxe d'Ukraine, une décision qui met fin à 332 ans d'autorité spirituelle russe dans le pays. La Russie ne reconnaît pas cette initiative.

Avec le soutien de Petro Porochenko, le Parlement adopte en 2017 une loi prévoyant que l'ensemble de la scolarité dans le pays se fasse en ukrainien.

Petro Porochenko place plusieurs membres de son parti aux postes-clé du pays, notamment ***Volodymyr Hroïsman*** à la tête du gouvernement et ***Iouri Loutsenko*** comme procureur général d'Ukraine. Ces nominations sont suivies d'accusations de conflits d'intérêts.

En juillet 2017, il déchoit de la nationalité ukrainienne *Mikheïl Saakachvili* — ancien président de Géorgie et gouverneur de l'oblast d'Odessa —, invoquant un dossier incomplet lors de la demande de naturalisation de celui-ci. Ce faisant, il ouvre la voie à l'extradition en Géorgie de Saakachvili, poursuivi pour abus de pouvoir. Petro Porochenko est alors accusé d'avoir cherché à écarter un possible rival dans l'optique de l'élection présidentielle de 2019, alors que Mikheïl Saakachvili avait fondé son propre parti quelques mois plus tôt. Devenu apatride, ce dernier est contraint à l'exil et ses principaux partisans font dans le même temps l'objet de poursuites judiciaires.

Le 27 juin 2014, il signe avec l'Union européenne le volet commercial de l'accord d'association auquel s'était opposé Viktor Ianoukovytch. Petro Porochenko affirme que ce jour est pour son pays « le plus important depuis l'indépendance » de 1991, et y voit les prémisses d'une adhésion à l'Union européenne. Cette décision se fait au détriment **de l'Union économique eurasiatique, promue par *Vladimir Poutine*.**

Le 08 aout 2014, il rencontre officiellement Bernard Henry Levy.

Petro Porochenko soutient également la décision de revenir sur le non-alignement de l'Ukraine, décidé en 2010 par la majorité de *Ianoukovytch*. Il défend l'adhésion à l'OTAN, considérant qu'il s'agit là d'un moyen d'assurer la sécurité et l'intégrité territoriale du pays, notamment face à la Russie. À partir de 2014, il promet à plusieurs reprises la tenue d'un référendum sur la question.

En 2017, l'Ukraine est classée 130e sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International, qui note une faible amélioration. C'est pourquoi les alliés de l'Ukraine, des parlementaires et militants de la société civile font pression pour que Petro Porochenko accepte l'idée de l'instauration d'une cour anticorruption spécialement chargée de juger les personnes accusées de corruption. Mais le chef de l'État s'oppose longtemps à une telle institution en arguant du fait que peu d'États dans le monde en sont dotés.

En 2016, **les Panama Papers** révèlent que ses avocats ont bâti une société offshore afin d'abriter plusieurs de ses affaires aux îles Vierges britanniques.

L'année suivante, en 2017, il est cité dans le scandale des **Paradise Papers :** alors qu'il avait promis de vendre l'ensemble de ses actifs financiers après son élection à la présidence, les documents publiés indiquent qu'il a eu recours à des montages opaques.

Sa campagne pour l'élection présidentielle de 2019 est marquée par une affaire de corruption dans le secteur de la défense : à un mois du scrutin, des journalistes révèlent qu'un système de contrebande d'équipements militaires russes vendus à l'armée ukrainienne quatre fois leur prix a permis à des proches de Petro Porochenko d'obtenir l'équivalent de plus de huit millions d'euros. Ce scandale conduit une partie de l'opposition à lancer une procédure de destitution à l'encontre du chef de l'État pour « haute trahison ».

Lors des deux dernières années de son mandat, l'institut Gallup indique que **l'Ukraine est dans le monde le pays accordant le plus faible taux de confiance à son gouvernement.**

Il promet notamment le retour de la Crimée dans le giron ukrainien, la poursuite de l'augmentation du budget militaire et l'adhésion du pays à l'UE et à l'OTAN d'ici à 2024.

Le 31 mars 2019, avec 15,95 % des suffrages, il arrive en deuxième position, très loin derrière Zelensky (30,2 %) et devant Tymochenko (13,4 %). Dans l'entre-deux-tours, il demande « pardon » à ses électeurs pour les erreurs commises durant son mandat, et met en avant son expérience sur les questions de défense et internationales face à son adversaire.

Le Bureau national des enquêtes ouvre en août 2019 une enquête à son encontre, le soupçonnant d'avoir voyagé sous un faux nom aux Maldives en janvier 2018.

En décembre suivant, l'institution ordonne la perquisition de ses locaux dans le cadre d'une enquête pour fraude fiscale au sujet de la vente d'une usine en 2018 ainsi que d'une enquête entourant la disparition supposée de documents secrets à la suite de son départ de la présidence.

Au cours de l'année 2020, il est au total cité dans 15 enquêtes ouvertes depuis sa défaite à l'élection présidentielle (pour nominations illégales de juges à la Cour suprême, blanchiment d'argent, évasion fiscale, corruption et trahison pour la signature des accords de Minsk en 2015), ce qui pousse les représentations diplomatiques occidentales à soupçonner des règlements de compte de la part de son successeur.

En juin 2020, pour la première fois formellement qualifié de suspect, **Petro Porochenko voit le parquet général requérir son placement en détention dans le cadre d'une enquête pour abus de pouvoir lors de la nomination en 2018 d'un adjoint au dirigeant du Service de sécurité d'Ukraine (services de renseignement).**

Le 17 janvier 2022, alors qu'il rentre d'un séjour en Union européenne, son passeport est confisqué au poste-frontière à l'aéroport de Kiev, où se réunissent également des agents du Bureau d'enquête de l'État ; le document lui est finalement restitué un quart d'heure plus tard.

En conclusion de cette biographie, nous pouvons signaler, la présence de Petro Porochenko aux rassemblements annuels de la Yalta Europeean Strategic, Think Thanks Atlantiste et Européiste fondé par l'Oligarque milliardaire Victor Pinchuk. Nous pouvons citer comme participants, Bill et Hillary Clinton, Erdogan, Le général Wesley Clarke, Tony Blair, Dominique Strauss Khan, Bernard Henry Levy et beaucoup d'autres hommes et femmes connues dans les milieu politiques, financier, culturel et économique.

Source : Wikipedia, Le Figaro, la Tribune, Le Point, Yalta Europeean Strategic.